

progressiste conservateur à l'égard du bill C-73. J'aimerais également faire remarquer que c'est le parti progressiste conservateur et notamment son chef national qui ont été les premiers à signaler les graves dangers d'une inflation galopante pour notre pays et qui ont demandé au gouvernement de prendre des mesures fermes et directes pour régler le problème.

Notre position à cet égard n'a pas changé. Tout d'abord j'aimerais dire qu'il y a une importante divergence d'opinion entre le parti progressiste conservateur et le gouvernement libéral qui a dû revenir sur la position cynique et trompeuse qu'il a maintenue devant les Canadiens, non seulement au cours de la campagne électorale de 1974, mais depuis lors, y compris dans le budget présenté le 23 juin par l'ancien ministre des Finances. J'aimerais faire d'autres commentaires au sujet des renseignements cyniques et trompeurs qu'il a donnés aux Canadiens.

Je me souviens qu'au cours d'une émission diffusée par les libéraux sur un poste de radio de Winnipeg le premier ministre (M. Trudeau) a pris une voix mystérieuse et dramatique pour dire que les conservateurs bloqueraient les salaires. Les gens du Manitoba ne s'y sont pas laissés prendre, car ils savent que l'inflation ne peut se combattre par un simple blocage des salaires. Ils savent qu'il faut contrôler à la fois les prix et les salaires. Je n'oublierai jamais les paroles de l'annonceur de la radio, qui, à la suite du message transmis par les libéraux et le premier ministre, déclara: «C'est un fichu mensonge». Même les gens de la radio ne se laissent pas avoir par la publicité trompeuse des libéraux.

Nous restons convaincus de la nécessité urgente de mesures énergiques et efficaces et d'un leadership national ferme à cet égard. En fait, les 15 mois que le gouvernement libéral a perdus à ne rien faire depuis les élections de 1974 rendent ces mesures encore plus nécessaires, car le problème s'est aggravé d'autant.

C'est pour cette raison, exposée mardi dernier par le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), que nous sommes prêts à approuver l'esprit du programme du gouvernement et, par conséquent, à ne pas nous opposer au bill en deuxième lecture. Cependant nous tenons en même temps à déclarer très nettement que le bill C-73 et les politiques qui l'accompagnent, présentés par le premier ministre et son cabinet, sont bien différents de notre programme. Nous avons préconisé une politique des revenus durant la campagne de 1974. Il y a des différences importantes, voire fondamentales, entre le programme que nous préconisons et celui que viennent d'exposer les libéraux, tant dans la portée générale du texte que dans le détail de ses dispositions.

Différence fondamentale, les conservateurs progressistes n'ont jamais présenté leur proposition de politique de revenus comme une réponse en soi au problème de l'inflation. Nous estimions essentiel—et le compte rendu en donne d'abondantes preuves—d'accompagner un programme de contrôle à court terme, destiné essentiellement à infirmer les prévisions inflationnistes, d'autres mesures non moins importantes destinées à attaquer le mal à sa racine.

Nous insistions donc, et nous continuons d'insister essentiellement sur la nécessité de politiques fiscales et monétaires plus judicieuses. Donner l'exemple—et c'est la seule chose que le peuple comprendra et acceptera à long terme—ce n'est pas simplement enfermer les fonctionnaires fédéraux dans une fourchette de traitements ou reporter des achats de mobilier. Si l'on doit demander aux Canadiens de vivre selon leurs moyens, alors que le gouvernement lui-même le fasse.

Loi anti-inflation

Les antécédents du gouvernement libéral vont à cet égard presque radicalement à l'encontre de ce que l'on souhaiterait. Sur le plan monétaire, la Banque du Canada, avec l'approbation du gouvernement, a sans arrêt laissé la masse monétaire se développer à un rythme bien plus rapide que celui de la croissance réelle ou même gonflée de l'économie. Depuis 12 mois, cette augmentation dépasse 15 p. 100. En fait, si l'on cherche à voir de quoi se nourrit l'inflation cette année, on saurait difficilement trouver un meilleur point de départ que la masse de plus de 3 milliards de dollars mis en circulation par la Banque pendant le seul quatrième trimestre de 1974, non sans un certain cynisme, pour assurer le succès du programme massif de vente d'obligations d'épargne du Canada lancé par l'ex-ministre des Finances.

Nous ne prôtons pas le resserrement du crédit, nous ne l'avons jamais fait. Mais nous avons dit à je ne sais combien de reprises que, pour maîtriser vraiment l'inflation, l'augmentation de la masse monétaire doit suivre de plus près le taux de croissance de l'économie. Or, par ses dépenses, le gouvernement libéral a donné l'exemple de la prodigalité et attendu de l'économie plus qu'elle ne pouvait donner. Sous ce gouvernement, les dépenses de l'État ont augmenté de 192.8 p. 100 en sept ans. Et d'après le budget du 23 juin, l'augmentation d'une année sur l'autre doit atteindre 11.2 p. 100 cette année.

Si l'on en croit le rythme des dépenses des quatre premiers mois de l'année financière en cours, le chiffre de 3.1 milliards de dollars de déficit budgétaire prévu au mois de juin par l'ex-ministre des Finances est à multiplier par deux et même plus. Bref, l'argent fond entre les mains du gouvernement. Pour subvenir à ses dépenses, il augmente constamment les impôts et multiplie les recours massifs aux marchés financiers.

En matière de politique fiscale, nous avons adopté une position claire dont nous n'avons pas dévié. Nous n'ignorons pas que les engagements statutaires et autres ne laissent au gouvernement qu'une faible marge de manœuvre dans la réduction des dépenses et que, pour cette raison, on ne saurait parler de compressions budgétaires en termes absolus. Mais nous avons constamment rappelé la nécessité pour le gouvernement de demander un peu moins à l'économie, c'est-à-dire de n'augmenter ses dépenses que dans la mesure permise par le taux de croissance réelle. C'est plus clair que cette déclaration ambiguë faite par le gouvernement dans le Livre blanc: «Le gouvernement fédéral partage l'opinion selon laquelle la tendance de la dépense totale de tous les pouvoirs publics du Canada ne doit pas augmenter plus rapidement que la tendance du produit national brut.» Comprenez qui pourra.

Il existe de nombreuses autres différences fondamentales entre le programme que nous avons adopté au cours de la campagne électorale de 1974 et le programme du gouvernement. Deux méritent tout spécialement d'être signalées. La première porte sur la durée à fixer aux mesures de contrôle, pour ne pas voir s'instaurer de nouvelles distorsions sérieuses dans l'économie. Nous avons compris qu'une politique des revenus avait pour but essentiel d'infirmer les prévisions inflationnistes et de marquer une pause en prévision de politiques inflationnistes plus fondamentales, aussi avons-vous proposé une durée maximale de 18 à 24 mois. Par son bill C-73, le gouvernement libéral nous demande d'adopter un programme de plus de trois ans, puisqu'il doit expirer le 31 décembre 1978 et peut éventuellement se prolonger au-delà de cette date. Cela, le parti progressiste conservateur ne saurait l'admettre.